



Présence remarquée du Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann dans les pays émergents d'Asie du Sud-Est

Le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann, accompagné d'une délégation économique de haut rang, s'est rendu au Vietnam et en Indonésie. La Suisse souhaiterait signer un accord de libre-échange avec ces deux pays. Les négociations ministérielles et la visite de projets de coopération au développement de la Suisse ont été les points forts de cette mission.

Vietnam

L'objectif premier du voyage du Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann au Vietnam était de promouvoir les négociations en vue d'un accord de libre-échange ainsi que la coopération économique au développement, mais aussi de visiter la métropole économique d'Ho-Chi-Minh-Ville. D'ici quelques années, le Vietnam deviendra un débouché important pour l'économie suisse. Ce pays émergent a enregistré une robuste croissance ces dernières années et possède encore d'importants besoins de rattrapage dans tous les domaines. Le potentiel de ce marché de 90 millions d'habitants est considérable. Cependant, le pays ne pourra l'exploiter pleinement que si des réformes radicales sont engagées rapidement, comme divers partenaires de négociation l'ont souligné. Les entreprises étatiques surdimensionnées, le système bancaire fragilisé par les défauts de crédit, la propriété foncière et la corruption posent un vrai problème. Une modification de la Constitution est nécessaire pour que les réformes structurelles soient efficaces. C'est pourquoi la révision en cours de la Constitution est cruciale pour le

développement économique futur du Vietnam. Le gouvernement d'Hanoi a reçu quelque 26 millions de commentaires du peuple, mais le parti communiste ne répondra pas à toutes les attentes d'une ouverture supplémentaire du pays. Ces dernières années, on a assisté à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne très entreprenante et motivée. Cette évolution est la clé de voûte de la coopération au développement au Vietnam. La coopération au développement classique a été graduellement remplacée par la coopération économique du SECO. Le savoir-faire technique est transmis dans le cadre de projets ciblés et des processus de production respectueux de l'environnement ont été introduits. Un projet destiné à améliorer la productivité et les conditions de travail dans l'industrie du meuble est un franc succès.

Les entretiens au niveau gouvernemental ont principalement porté sur les négociations en cours en vue d'un accord de libre-échange. Du côté vietnamien, on s'est montré très intéressé à une augmentation des investissements en provenance de la Suisse. Les quelque 90 entreprises suisses actuellement implantées au Vietnam sont perçues positivement en tant qu'investisseur et employeur. En même temps, le Vietnam se montre réticent à ouvrir davantage son marché à la Suisse et il faudra encore du temps avant la signature de l'accord de libre-échange. Il est possible qu'Hanoi engage d'abord les prochaines mesures de réforme.

Indonésie

En Indonésie, la croissance économique s'est essoufflée. Cette situation s'explique aussi bien par le ralentissement de la conjoncture internationale que par l'absence de réformes dans le pays. Aucune mesure dans ce sens n'est en effet attendue jusqu'aux élections de l'été prochain. Le bilan des réformes politiques et économiques est cependant appréciable. La démocratie est bien ancrée, les compétences des régions ont été sensiblement élargies et de nombreux marchés ont été libéralisés. Ces réformes structurelles ont été engagées immédiatement après la crise asiatique de 1998. L'Indonésie est le pays le plus peuplé d'Asie du Sud-Est. La classe moyenne augmente rapidement et compte actuellement près de 50 millions de citoyens. En conséquence, le pouvoir d'achat a fortement augmenté. Les perspectives sont très favorables et le pays deviendra la septième puissance économique du monde d'ici 2032 selon les estimations des économistes de la Banque mondiale. Une grande attention est par ailleurs accordée au développement durable. L'Indonésie consomme beaucoup de ressources et le gouvernement a mis sur pied divers projets destinés à améliorer le bilan écologique du pays. Des projets prometteurs ont par exemple été engagés dans le but de réduire la consommation d'énergie dans le secteur du bâtiment.

Pourtant, des zones d'ombre subsistent. L'Indonésie est moins compétitive que la Chine. C'est pourquoi il sera difficile, pour des raisons politiques, de poursuivre l'ouverture du marché. Le pays a établi des listes négatives limitant les participations des investisseurs étrangers ; dans plusieurs secteurs, les succursales d'entreprises étrangères ne peuvent pas être détenues à 100% par la maison mère. Ces règles plombent le climat d'investissement et ralentissent le transfert de savoir-faire. Ce thème a pu être discuté directement lors des entretiens avec les ministres. Le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a souligné à plusieurs reprises l'avantage d'un accord de libre-échange entre l'AELE et l'Indonésie et le message a été très bien reçu par le ministre du Commerce. L'économie suisse compte parmi les principaux investisseurs directs

et son important rôle pour la croissance à long terme est reconnu. Environ 150 entreprises suisses sont déjà présentes en Indonésie. Bilan : il faudra probablement encore plusieurs rondes de négociations avant la signature de l'accord de libre-échange. La diplomatie économique suisse très fructueuse en Asie restera donc confrontée à de grands défis en Indonésie.

Indonesia and switzerland: a growing friendship